

Politique

La Tribune.fr - 07/05/08 à 12:23 - 1015 mots

LA CHRONIQUE DE TELOS

Le sarkozysme est-il un libéralisme ?

Nicolas Sarkozy est indiscutablement un homme de droite. Est-il pour autant un libéral ? Rien n'est moins sûr, développe Zaki Laïdi, directeur de recherche à Sciences-Po.

Nicolas Sarkozy est indiscutablement un homme de droite. Est-il pour autant un libéral ? Rien n'est moins sûr. Le libéralisme est une philosophie avant d'être une politique. Il peut toutefois se définir comme une doctrine de la limitation du pouvoir et donc d'accroissement de l'autonomie de la société par rapport à l'Etat.

Ce libéralisme peut être économique mais aussi culturel. Culturellement, le libéralisme renvoie à l'héritage de Mai 68. Cet héritage, Sarkozy a pendant toute sa campagne électorale, cherché à le dénigrer et à le combattre, ce qu'aucun de ses prédécesseurs n'avait d'ailleurs cherché à faire. Il y a vu un moyen de conquérir l'électorat du Front National et d'exprimer aussi sa volonté de rupture. Mais cet affichage antilibéral est paradoxal. Car, de tous les présidents de la Vème République, il est culturellement le plus libéral que nous ayons jamais eu : sa vie privée en témoigne éloquentement.

On peut donc dire qu'un président qui se voulait antilibéral sur le plan culturel l'est en réalité très profondément. Il l'est d'ailleurs plus qu'un Valéry Giscard d'Estaing qui, idéologiquement était plus libéral que Nicolas Sarkozy mais qui, culturellement, était plus conservateur que lui, même si le vote de la loi Veil en fit un réformateur libéral.

Sur le plan économique, les choses sont beaucoup plus complexes car le libéralisme économique et le libéralisme culturel se rejoignent sans toutefois se superposer. Et que la France est un des pays où ce clivage est le plus prononcé. Depuis la fin du XIXème siècle, et notamment depuis le vote des lois Méline, la tradition économique libérale française s'est considérablement affaiblie. Depuis cette date, elle n'est d'ailleurs jamais réellement parvenue à se rétablir.

Et contrairement à ce que l'on pourrait croire l'antilibéralisme n'est pas du tout le seul apanage de la gauche. L'emprise politique du gaullisme et celle plus idéologique du marxisme ont contribué, à partir de 1945, à construire une matrice étatique et nationale puissante qui a dominé la France pendant près de cinquante ans. Culturellement, cette matrice a été fortement ébranlée par Mai 68. Mais économiquement, la rupture a été moins forte.

Le désengagement considérable de l'Etat de la vie économique n'a pas pour autant transformé la France en un pays libéral. Même le patronat français compte en son sein une frange corporatiste qui a toujours vu d'un mauvais oeil la modernisation des rapports sociaux. La refondation sociale lancée à la fin des années 90 par le Medef et la CFDT s'est heurtée à l'hostilité conjointe d'une partie du Medef, des autres syndicats et du gouvernement Jospin.

On peut même penser que plus le libéralisme économique pénètre la société, plus la résistance culturelle à celui-ci va s'intensifier. Toute autonomisation de la société est vécue par certains comme un abandon aux forces du marché. On le voit bien dans le milieu de la recherche en sciences sociales où l'autonomie des universités est accueillie avec méfiance par certains universitaires pour qui autonomie signifie marchandisation.

De ce point de vue, la mondialisation a non seulement exacerbé la fracture entre libéralisme économique et libéralisme culturel, mais elle a, de surcroît légitimé l'antilibéralisme économique. Nicolas Sarkozy exprime d'une certaine manière les contradictions françaises. Il est indiscutablement libéral quand il vante les mérites de l'initiative personnelle et de la réussite individuelle. Il l'est aussi dans sa critique de l'Etat administratif.

Plus que ses prédécesseurs, il est conscient du fait qu'un Etat omnipotent n'est pas forcément un Etat fort. Il n'est d'ailleurs pas impossible de penser qu'il cherche même à affaiblir l'administration quand celle ci cherche à faire obstacle aux réformes. Mais ce libéralisme reste très ambigu.

Politiquement, Nicolas Sarkozy aurait tout intérêt à avoir des ministres forts pour faire avancer les réformes y compris au sein des administrations. Il ne semble pas pourtant que ce soit toujours le cas. Par ailleurs tout en cherchant à

LaTribune.fr

Cet article est issu du site La Tribune.fr
(www.latribune.fr).

Aucun droit de reproduction, sous quelque forme que ce soit (photocopie, scanner, copie numérique), n'est autorisé, si ce n'est celui d'une copie unique destinée à un usage strictement personnel. Toute autre utilisation est donc soumise à l'accord préalable de l'éditeur.

Pour toute information :
information@latribune.fr

© 2008 La Tribune

valoriser l'initiative privée, les talents individuels et la compétition, il s'est toujours gardé de critiquer ouvertement les comportements antilibéraux de certaines clientèles de droite détentrices de rentes, comme les notaires, les médecins, les pharmaciens, etc.

De ce point de vue, il sera intéressant de voir le sort définitif que la majorité présidentielle réservera au projet de loi de Christine Lagarde sur la concurrence. Cette loi est indiscutablement une loi libérale qui cherche à réduire les ententes anticoncurrentielles. Mais rien n'indique que l'UMP soit unanime sur une telle stratégie.

Certains débats serrés au sein de la Commission Attali ont d'ailleurs montré que certains groupes économiques n'étaient pas favorables au démantèlement de toutes les rentes de situation qui existent en France. Par ailleurs, et pas instinct autant que par nécessité, Nicolas Sarkozy continue à faire croire aux Français que l'Etat peut agir sur la conduite des entreprises mondialisées. Son discours de Gandrange aux salariés de Mittal en témoigne éloquemment.

Plus grave encore est son volontarisme sur le pouvoir d'achat et la croissance. Or, sur ce plan, Nicolas Sarkozy bute sur les mêmes problèmes que ses prédécesseurs. Il n'est pas parvenu à développer une pédagogie politique qui permettrait de comprendre que l'Etat ne peut pas tout mais que la fin de son omnipotence ne le rendrait pas pour autant inutile. Cet obstacle politique est reflété dans le caractère hétéroclite de ses équipes qui comptent aussi bien des souverainistes antilibéraux et antieuropéens que des libéraux cohérents.

Certes, on dira que le propre du politique est de fédérer les contraires. Mais encore faut-il pouvoir transformer un attelage baroque en stratégie cohérente. Pour le moment, ce résultat est loin d'être acquis et la difficulté de Nicolas Sarkozy à trancher n'est pas étrangère à ses déboires politiques.

Zaki Laïdi, directeur de recherche à Sciences-Po. Copyright Telos (www.telos-eu.com)